

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[Correspondance active de Jean-Baptiste André Godin](#)[Collection Godin_Registre de copies de lettres envoyées_CNAM FG 15 \(8\)](#)[Item](#)[Jean-Baptiste André Godin au préfet de l'Aisne, 2 janvier 1866](#)

Jean-Baptiste André Godin au préfet de l'Aisne, 2 janvier 1866

Auteur·e : Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

4 Fichier(s)

Informations sur le document source

Cote FG 15 (8)

Collation 4 p. (257r, 258r, 259v, 260v)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin au préfet de l'Aisne, 2 janvier 1866, Équipe du projet FamiliLettres (Famillistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 13/01/2026 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Famililettres/items/show/45417>

Informations sur l'édition numérique

Éditeur Équipe du projet FamiliLettres (Famillistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [2 janvier 1866](#)

Lieu de rédaction Guise (Aisne)

Destinataire [Castaing, Georges \(1813-1882\)](#)

Lieu de destination Laon (Aisne)

Description

Résumé Godin a été averti le 29 décembre 1865 par le sous-préfet de Vervins que le préfet n'avait pas accordé l'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons de droit commun au Familistère. Godin estime que le rejet de sa demande du 13 novembre 1865 repose sur une erreur d'interprétation : ce n'est pas dans son usine mais au Familistère que ce débit doit être ouvert ; ce n'est pas une cantine dont il s'agit mais d'un café public ou estaminet. Godin plaide auprès du préfet la cause du Familistère : « il n'est pas dans la pensée du gouvernement de l'Empereur de faire obstacle aux études et aux fondations qui ont pour but l'amélioration du sort des classes ouvrières et ce ne peut être au moment où le Familistère reçoit une publicité extraordinaire en Europe et surtout en Angleterre que l'administration française ne s'en occuperait que pour lui refuser de le placer dans le droit commun. » Godin annonce au préfet qu'il maintient sa demande et le prie de reconsidérer la décision prise par son administration à son insu.

Mots-clés

[Aliments](#), [Familistère](#), [Procédure \(droit\)](#), [Propagande](#)

Personnes citées [Bonaparte, Charles Louis Napoléon \(1808-1873\)](#)

Lieux cités

- [Angleterre \(Royaume-Uni\)](#)
- [Vervins \(Aisne\)](#)

Notice créée par [Équipe du projet FamiliLettres](#) Notice créée le 28/02/2023
Dernière modification le 18/09/2023

Le 2 janvier 1866 257

Monsieur Castaing Préfet
du département de la Seine

Monsieur le Préfet

Par votre lettre en date du 29 ^{juin} Monsieur
le sous-préfet de Versailles me donne avis
que vous m'avez que acquiescé la demande
que j'ai eu l'honneur de vous faire
le 13 ^{juin} dernier de m'autoriser à ouvrir
un débit de boissons sous les simples
règles du droit commun.

cette réponse de Monsieur le sous-préfet me
fait voir qu'il y a eu une erreur d'interprétation
et attachée à ma demande. ce n'est
pas en effet dans mon usine que je
veux ouvrir ce débit mais bien en ville
dans les dépendances du farnilistère, et ce
n'est pas une cantine mais une cafèguette
ou estaminet. je suis donc placé dans
les conditions ordinaires de ces établissements
et si une règle particulière est appliquée
aux cantines d'usines elle ne peut avoir
aucune raison d'application à ce dont il
s'agit. je ne puis mieux Monsieur

Le Préfet me dires a avoir qu'il y ait
 la une division définitive et p. mes supérieurs
 le possible sentiment que j'exprimerais si
 l'administration supérieure me refusait
 sous un motif quelconque, ce qu'il auvrait a
 mes simples subalternes et au premier venu
^{des premiers} de simple demand; pour susciter des débats
 qui n'ont d'autre but que de pousser la
 classe ouvrière a la démoralisation et
 au complet abandon du soin de leurs familles.
 Il n'est pas dans la pensée du gouvernement
 de l'empêcher de faire obstacles aux études
 et aux fondations qui ont pour but l'améli-
 oration du sort des classes ouvrières.
 et il ne peut être au moment ou la Famille
 reçoit une publicité ^{world republic} extraordinaire en Europe
 et surtout en Angleterre que l'administration
 française ne s'en occuperait que pour lui
 refuser de la place dans le droit commun
 permettre moi donc Monsieur le Préfet
 de maintenir la demande que j'ai faite
 ce n'est pas dans un intérêt étroit de personnes
 que je le fais, il y a une question d'intérêt
 public supérieure aux mesquines rivalités
 qu'on vient alléguer auprès de vous des
 embarras imaginaires pour l'administration
 locale. c'est au nom de cet intérêt supérieur
 que je viens vous exprimer le vœu que
 j'exprime d'imprimer le bien et d'imprimer

que l'administration s'oppose au développement
de l'Économie. il me semble que cet
est un moment où l'attention publique
se porte sur cette fondation et où l'on
se prépare sur la terre étrangère à en
faire de nouvelles expériences qui tendent
à ne pas faire dire que l'administration
du département de la Seine crée des obstacles
au développement de l'Économie.

Je n'ai pas un seul instant admis
que votre pensée ne soit favorable à tout
ce qui est juste et bon. mais à votre
idée d'opposer le Préfet des mesures
restrictives de la nature de celles qui font
obstacle à cette lettre auraient le même effet
qu'une véritable insinuation. c'est pourquoi
je ne puis pas insister sur ce point sans appeler
à nouveau votre attention sur l'importance
de l'établissement si ce n'est d'un refus. que
je n'ai rien fait pour empêcher

deuxième en voir dans cette lettre d'opposer
le Préfet que mon profond désir d'empêcher
que vous ne soyez induit en erreur sur
ma fondation et de vous laisser la légitime
part de protection qui doit vous servir dans
les choses utiles. je conserve l'espoir que
vous voudrez bien faire un nouvel

examen de ma demande et en faire
connaître une détermination plus favorable.

Je suis avec le plus profond respect
Monsieur le Préfet.
Veuillez très humblement agréer

Godefr.